

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 octobre 2020

PLFSS POUR 2021 - (N° 3397)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° AS1041

présenté par

Mme Fiat, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, M. Lachaud, M. Larive,  
M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,  
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 25, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de 3 mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet un rapport au Parlement relatif aux nouvelles embauches nécessaires dans l'hôpital public. Aux fins de rédaction de ce rapport, il pourra changer de méthode d'estimation, en se référant d'abord aux soignant-es et personnels des hôpitaux, via des enquêtes de terrain. Il mènera cet enquête dans l'intérêt de la santé publique d'abord, avant l'intérêt économique immédiat dont il a l'habitude de se préoccuper (uniquement). Enfin, il pourra mener une analyse de long terme qui lui fera éventuellement apparaître les avantages d'une population en bonne santé et des soignant-es disposant de bonnes conditions de travail.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

« Ce n'est pas la crise sanitaire qui a essoufflé l'hôpital public. Bien avant la crise, les professionnels de ce secteur ont alarmé le Gouvernement sur le manque de financement, sur la revalorisation du salaire du personnel de santé inférieur à la moyenne de l'OCDE. C'était notamment une demande du collectif Inter-urgence. Sans compter les astreintes déguisées, le gel des lits, des congés supprimés. Les syndicats ont pointé l'épuisement du personnels hospitaliers pendant le Covid. Le Ségur de la santé n'a été « qu'une opération de com » dixit Hugo Huon de ce même collectif.

Or, les conditions d'exercice pour ces professionnels ont affecté la santé de nombre d'entre eux. Selon le Dr Eric Henry, Président de l'association Soins aux Professionnels de Santé, un soignant sur deux est ou a été concerné par le burn-out au cours de sa carrière. En juillet dernier 25 urgentistes du CHU de Toulouse avait annoncé leur démission à cause des « conditions épouvantables » dans lesquels ils exercent... Mais au lieu de former de nouveaux infirmiers, de nouveaux médecins selon les besoins de la population pour pallier la démographie et aux gels des lits, vous faites des économies et voulez « désengorger » les urgences. Selon les professionnel-les de santé, au moins 400 000 nouveaux emplois sont nécessaires : 210 000

dans els EHPAD, 100 000 à l'hôpital public et 100 000 dans les emplois intervenant à domicile. On est loin du compte. »